

Note : l'objet de ce document est d'expliquer de manière très simple les modes de fonctionnement de l'économie financière et ses impacts sur l'économie réelle, notamment les conséquences de la crise des subprimes. Les spécialistes nous pardonneront les inévitables et nécessaires raccourcis et simplifications excessives faites à des fins de pédagogie.

Origine de la crise des subprime

En 2002 les banques et leurs intermédiaires attaquent le marché des ménages aisés, qui peuvent rembourser, avec des prêts immobiliers attractifs. C'est ce qu'on appelle les « prime » pour lesquels ils continuent à proposer des prêts à la consommation, des cartes de crédit jusqu'à saturer ce marché.

La concurrence devenant féroce, il leur faut bien chercher de nouvelles cibles pour vendre leurs prêts, or il ne reste plus que la tranche des ménages qui n'a pas les moyens de rembourser un crédit immobilier. C'est ce qu'on appelle les « subprime ».

Peu importe, l'énergie créatrice des financiers n'ayant ni bornes ni scrupules, ils vont imaginer une forme de crédit spécialement étudiée pour appater cette clientèle : c'est ce que les américains appellent les crédits 2/28 :

- Les 2 premières années le crédit est fixe avec une mensualité inférieure à 1.000 \$
- A partir de la 3^{ème} année la mensualité passe à plusieurs milliers de \$ et elle est indexée sur un indice qui varie beaucoup, généralement à la hausse.

Les ménages « subprime » qui tout à coup peuvent accéder à un prêt immobilier et ainsi enfin s'offrir le « rêve américain » affluent chez les courtiers dont la majorité d'entre eux, avides de commissions juteuses, ne leur expliquent pas le danger de ces crédits.

Grâce à cette nouvelle clientèle, la demande sur le marché de l'immobilier explose, ce qui a pour conséquence immédiate la flambée des prix, donc des espérances de gains importantes et immédiates pour les investisseurs, lesquels mettent des sommes gigantesques dans des programmes immobiliers pour satisfaire la demande toujours plus forte. C'est ce qu'on appelle une « bulle spéculative ».

Sauf que les difficultés de remboursement apparaissent courant 2005 avec les premières vagues de ménages qui se trouvent dans l'impossibilité de payer les mensualités de leur prêts.

Prenons l'exemple de la famille THOMSON : leurs revenus mensuels sont de 3.000 \$ (environ 2.400 €) ce qui n'est pas si mal, sauf qu'aux USA tout est payant y compris l'assurance maladie. Au début ils avaient des mensualités de remboursement de 900 \$ ce qui était tout à fait supportable. Arrivé à la 3^{ème} année ils sont passés d'un seul coup de 900 \$ à 2.000 \$. Ne pouvant payer une telle somme, ils se sont endettés en prenant des crédits supplémentaires pour payer les traites en espérant que le deuxième travail que le père de famille avait trouvé leur permettrait de se refaire. Mais cela ne suffisait pas et la banque a saisi leur maison : ils se sont retrouvés à la rue avec une dette colossale. Pensez : la banque leur réclame 5.000 \$ de frais financiers par an et une pénalité sur le prêt de 20.000 \$.

Le nombre de ménages en faillite augmente sans cesse depuis 2005 pour dépasser le million chaque année depuis 2 ans. Chaque jour plusieurs milliers de familles sont ainsi jetées à la rue et leur maison saisie est mise en vente avec peu d'acheteurs en face. Résultat : le marché de l'immobilier s'effondre et ceux qui jadis avaient investi tentent de récupérer leur argent en vendant les maisons, ce qui accélère le mouvement de panique.

En fait, ce sont les fonds de placement des banques, institutions financières et fonds spéculatifs (ex : fonds de pension américains, fonds souverains saoudiens et chinois) qui retirent les milliards de dollars investis, mais avec d'énormes pertes qui sont évaluées à :

- 500 milliards de dollars de pertes sèches sur les prêts qui ne seront jamais remboursés
- Des centaines de milliards de dollars de dépréciations d'actifs

Conséquences : qui va payer ?

Or il faut bien que ces pertes quelqu'un les paie ... et qu'elles apparaissent au bilan des institutions financières concernées.

Le bal commence en février 2007 avec HSBC qui annonce 11 milliards de pertes, suivent d'autres institutions avec des chiffres toujours plus faramineux !

L'Europe et la France ne semblent pas touchées par cette crise typiquement américaine, mais la chute des dominos du système financier mondial finit par toucher les banques européennes puis françaises.

En résumé, nous français, allons payer pour les risques pris par les financiers américains, avec des conséquences sur notre économie qui commencent déjà à se faire sentir : plus d'argent = plus de crédit = le moteur de l'économie n'a plus d'essence pour fonctionner et s'arrête.

Pourquoi est-on touchés en France ?

Les banques qui avaient investi dans les crédits aux subprimes savaient que ces créances étaient de mauvaise qualité et qu'à terme elles allaient leur faire perdre beaucoup d'argent. Elles s'en sont donc débarrassées en toute connaissance de cause par un mécanisme appelé « titrisation ».

Quand une banque a un actif qu'elle ne pourra pas recouvrer avant plusieurs années (cas typique d'un crédit immobilier), et si elle veut récupérer rapidement son argent ou s'en débarrasser, elle vend la créance sur le marché sous forme d'actions qu'on appelle « obligations ». Les acheteurs, qui sont des institutions financières dont le but est de dégager des bénéfices à très court terme spéculent à la hausse = elles achètent des actions et des obligations pour les revendre avec un bénéfice.

Or personne n'achèterait des obligations dont la qualité est douteuse (comme les créances des subprimes) car il y a des agences de notation dont le rôle est justement d'évaluer la solidité des sociétés et de leurs actifs. Mais parfois elles se trompent, d'où la réforme proposée récemment au niveau mondial à Washington par le G20.

Pour revendre les actifs risqués liés à ces crédits immobiliers, les institutions financières créent des « packages » qui sont en fait des millefeuilles constitués d'actifs de qualité diverses : durée et risque, puis elles vendent des tranches de ce millefeuille aux autres institutions financières qui elles-même refont la même chose. In fine, toutes les institutions financières et les banques du monde entier ont acheté et vendu et racheté et revendu etc ... des tranches de morceaux d'actifs toxiques (« actifs sous-jacents »). En 2006, le montant de ces opérations dans le monde dépassait les 3.000 milliards de dollars contre à peine 200 milliards en 2000 !

Résultats:

- **personne ne sait combien il a réellement d'actifs toxiques tellement l'affaire est complexe**
- **tout le monde est touché, y compris les banques européennes et françaises, même si les pertes sont très faibles comparées aux banques américaines**
- **donc tout le monde perd beaucoup d'argent, mais ne sait pas où les pertes s'arrêteront puisque personne ne sait exactement combien il a de ces actifs toxiques**
- **les pertes annoncées sont chaque jour plus importantes puisque découvertes au fur et à mesure**
- **les banques se soupçonnent mutuellement de cacher leurs pertes réelles, donc elles n'ont plus confiance entre elles**
- **comme une banque ne peut prêter de l'argent que si elle a confiance d'en revoir un jour la couleur, la mécanique financière internationale se grippe et l'argent ne circule plus, c'est ce qu'on appelle la « crise de confiance » = on ne prête pas quand on n'a pas confiance de revoir un jour son argent**

Le « sauvetage » des banques françaises

Contrairement à ce qu'on a entendu dans les médias, les banques n'ont pas été sauvées par l'état, mais c'est l'économie qui a été sauvée par l'état.

Rappelons-nous :

- **le moteur de l'économie a besoin d'argent pour fonctionner**
- **ce sont les banques qui ont l'argent et qui gèrent les échanges entre elles et avec les acteurs économiques (entreprises, collectivités, particuliers)**
- **si les banques ont peur de ne pas récupérer l'argent qu'elles prêtent, l'argent circule très difficilement**
- **plus d'argent = économie bloquée = chômage et crise économique grave (cf. crise de 1929)**

Il faut donc que les banques, qui ont beaucoup d'argent dans leurs coffres et sont peu touchées par les pertes des actifs toxiques, reprennent la confiance = être certaines qu'elles pourront récupérer l'argent qu'elles vont prêter, même si le prêteur fait faillite.

A cette situation 3 solutions :

- 1. L'état achète le capital des banques (nationalise) pour prendre le contrôle des opérations et remettre de force l'argent en circulation = c'est ce qu'avait fait la Suède lors de la crise de 1997**
- 2. L'état achète les actifs toxiques pour renflouer les banques = c'est ce qu'ont fait les américains où le contribuable va devoir payer l'addition de 1.200 milliards de \$ pendant que les banques vont continuer à les mettre dehors leurs maisons qu'ils ne peuvent et ne pourront plus payer**
- 3. L'état injecte un peu d'argent pour relancer le moteur et se porte garant sur la totalité des opérations consenties = C'est cette 3^{ème} solution que la France a choisie. Normalement cela doit suffire à recréer la confiance puisque l'argent « coule à flots » (avec les 40 milliards prêtés par l'état aux banques avec intérêts) et que tout prêt inter-bancaire est cautionné par l'état = si une banque ne peut plus rembourser son prêt, le prêteur se retournera contre l'état qui règlera la note (cela ne coûte pas un seul euro au contribuable sauf si faillite d'une banque)**

Cela aurait dû suffire pour faire circuler l'argent et alimenter ainsi l'économie.

Mais les banques françaises ont encore quelques cadavres dans les placards qu'on appelle « actifs hors-bilan », qui risquent de leur coûter cher d'ici à quelques mois. Donc, elles agissent en bon père de famille, et mettent de côté de l'argent pour compenser les pertes futures escomptées.

On se retrouve aujourd'hui dans une situation ubuesque où :

- Nos banques sont peu impactées par la crise des subprimes**
- Elles ont beaucoup trop d'argent dans leurs coffres (sur-liquidités)**
- Tout est fait par l'état pour que la confiance soit revenue**
- Mais elles ne lâchent pas leur argent par peur d'en manquer quand les pertes des actifs hors-bilan seront à éponger**

Donc l'économie réelle n'a plus de carburant :

- Les entreprises n'ont plus de crédits pour investir ou anticiper les règlements de leurs clients pour payer leurs fournisseurs**
- Les clients n'ont plus de crédit pour acheter**

Et quand on a moins d'argent, on restreint sur :

- Les gros investissements = la vieille voiture fera encore 6 mois de plus, donc les ventes de voitures chutent et les usines ferment pour chômage technique**
- Les sous-traitants dont l'activité dépend des usines de voitures font faillite et licencient des milliers d'employés**
- Etc. etc. L'année 2009 sera donc économiquement et socialement très difficile. L'économie devrait repartir fin 2009 et surtout 2010**

Conclusion

C'est l'avidité de quelques uns qui, une fois de plus, provoque un cataclysme à l'échelle planétaire ...